



CONVENTION DE PARTENARIAT 2022-2025

Entre

La **COMMUNAUTE DE COMMUNES PYRENEES HAUT GARONNAISES**, représentée par son Président, Monsieur ALAIN PUENTE, et désignée sous le terme « la communauté de communes », dûment habilitée par la délibération du 20 octobre 2021,

D'une part

Et

JOB EN COMMINGES, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé, 21 rue de la République 31800 Saint-Gaudens, représentée par monsieur ANGELINI Pierre dûment mandaté par le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive du 5 janvier 2021, et désignée sous le terme « l'Association ».

D'autre part

PREAMBULE

L'Association Job en Comminges a pour but d'attirer et retenir des compétences professionnelles en Comminges et promouvoir l'économie du territoire conformément à son objet statutaire ;

La Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises considère que, dans le cadre de ses compétences de développement économique il convient d'attirer et de développer les emplois de demain en rendant les entreprises et le territoire attractif

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à mettre en œuvre un programme d'actions visant à développer l'attractivité du territoire par la promotion et la facilitation des recrutements en Comminges.

Ce programme d'actions prend la forme en particulier des deux projets suivants :

Projet 1 : ANIMATION ET DEVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME D'ATTRACTIVITÉ DE COMPÉTENCES

Objectif(s) :

- Valoriser le territoire et son tissu économique

- Mettre en avant les offres d'emploi, les opportunités d'installations, de création et de reprise d'entreprises
- Développer l'image et la réputation du Comminges auprès des salariés potentiels et futurs salariés des entreprises et organisations du Comminges, ainsi que les créateurs d'entreprises
- Favoriser la diffusion des opportunités d'emploi du territoire.
- Favoriser l'intégration de nouveaux arrivants par la mise en avant des services divers (logement, services publics, cadre de vie, culture, loisirs...)

Publics visés : salariés potentiels, recruteurs, créateurs et repreneurs d'entreprises

Moyens mis en œuvre : administration du site web www.jobencomminges.fr et d'interfaces réseaux sociaux numériques

Projet 2 : DÉVELOPPER L'ATTRACTIVITÉ DU COMMINGES, ANIMER LA COMMUNAUTÉ LOCALE DES RECRUTEURS, ACCUEILLIR DE FUTURS SALARIÉS SUR LE TERRITOIRE

Objectif(s) :

- Fédérer les acteurs du territoire autour des objectifs du projet
- Promouvoir et faciliter les rencontres entre des candidats et les entreprises et organisations susceptibles de recruter ;
- Favoriser l'intégration des candidats sur le territoire.
- Animer des rencontres entre les acteurs du recrutement sur le territoire,
- Valoriser le territoire et son tissu économique
- Mettre en avant les opportunités de créations d'activités (et de reprises)
- Mettre en avant les offres d'emplois et de stages
- Développer l'image et la réputation du Comminges auprès des publics cibles (créateurs d'entreprises, futurs salariés)
- Favoriser la diffusion des opportunités d'emplois

Publics visés : salariés potentiels, recruteurs, créateurs et repreneurs d'entreprises

Moyens mis en œuvre :

- Manager Réseau
- Site web et réseaux sociaux numériques
- Désignation d'ambassadeurs

Dans la période couverte par la convention, d'autres projets pourront être mis en œuvre par accord entre les parties.

Par la présente convention, la communauté de communes s'engage à soutenir ce programme d'actions et à contribuer financièrement et techniquement à la réalisation des missions proposées et notamment à la pérennité de l'association.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 3 années à compter de sa signature.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Le montant de la subvention 2022 est fixé à 5 000 €

Le montant indicatif de la subvention pour 2023 est de 0.50 €/ habitants, selon la population INSEE de référence de l'année, qui reste soumis au vote de l'assemblée délibérante de la communauté de communes en 2023

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

La subvention sera versée en une seule fois à l'association en 2022 ; les modalités de versement pour les années suivantes seront précisées avec le vote de la subvention.

Les versements seront effectués au compte suivant :

Intitulé du Compte : ASSOC JOB EN COMMINGES

Code Banque : 13106 Code Guichet : 00500 Numéro de Compte : 300 282 135 96 Clé Rib : 58

N°IBAN : FR76 1310 6005 0030 0282 1359 658 BIC : AGRIFRPP831

ARTICLE 5 – JUSTIFICATIFS

L'association s'engage à fournir dans les trois mois suivant la clôture de chaque exercice comptable les documents suivants :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059). Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions ;
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au journal officiel ;
- Le rapport d'activité de l'année écoulée, comprenant les indicateurs d'évaluation listés en annexe.

ARTICLE 6 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'association s'engage à :

6.1. Informer sans délai la communauté de communes de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

6.2. En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la communauté de communes sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

6.3. L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la communauté de communes Pyrénées Haut Garonnaises sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

6.4. L'Association s'engage à inviter le président de la communauté de communes ou son représentant à toute réunion importante, inauguration et temps de communication fort.

6.5. La communauté de communes s'engage à désigner 2 membres actifs qui participeront au collège « Institutions » de l'Association.

6.6. La communauté de communes s'engage à participer aux événements organisés par l'association, à accompagner l'Association dans sa communication événementielle. La communauté de communes s'engage à assurer la promotion de l'Association auprès des entreprises et institutions publiques pour contribuer au développement de l'association sur son territoire.

ARTICLE 7 – SANCTIONS ET RESILIATION

7.1. En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la communauté de communes, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

7.2. Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 5 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

7.3. La communauté de communes informe l'Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.4. En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 8 – EVALUATION

8.1. L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du programme d'actions et de leur impact au regard de l'intérêt général.

8.2. L'Association s'engage à fournir les éléments d'évaluation de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées à l'annexe de la présente convention.

8.3. La communauté de communes procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 9 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Toulouse.

A

Le

Pour l'Association,

Pour la communauté de communes
Pyrénées haut-Garonnaises,

ANNEXE

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

L'association présentera ces éléments lors d'un comité de pilotage où seront invités des membres de la communauté de communes.

Cette rencontre pourra être effectuée avec les membres des autres communautés de communes du Comminges impliquées dans le développement de Job en Comminges.

Elle veillera à apporter les éléments d'évaluation suivants :

Projet 1 : ANIMATION ET DEVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME D'ATTRACTIVITÉ DE COMPÉTENCES

Quantitatifs :

- données de flux du site internet
- flux d'interfaces réseaux sociaux numériques
- nombre d'offres d'emplois et de stages collectées
- nombre de CV collectés
- nombre de mise en relations réalisées

Qualitatifs : ergonomie du site/ « impressions véhiculées »-image du territoire et charte graphique/ lisibilité des différents objectifs/ visibilité des différents acteurs

Projet 2 : DÉVELOPPER L'ATTRACTIVITÉ DU COMMINGES, ANIMER LA COMMUNAUTÉ LOCALE DES RECRUTEURS, ACCUEILLIR DE FUTURS SALARIÉS SUR LE TERRITOIRE

Objectif fédérer les acteurs du territoire autour du projet de l'association :

- Nombre de membres de l'association
- Convention de partenariat avec Pôle emploi, les organismes de formation, les agences d'intérim et les agents immobiliers
- Nombre d'ambassadeurs/sherpas

Objectif valoriser le territoire et son tissu économique

- Part des entreprises du territoire adhérentes à l'association Job en Comminges
- Nombre d'entreprises participants aux événements de l'association
- Nombre d'interfaces réseaux sociaux numériques créés et animés
- Nombre de participation aux conversations-forums sur les réseaux sociaux numériques

Objectif Développer l'image et la réputation du Comminges auprès des publics cibles

- Nombre de visiteurs uniques de la plateforme
- Nombre d'abonnés aux comptes réseaux sociaux du projet
- Données de consultation du site et des interfaces réseaux sociaux numériques (quantitatives et qualitatives)
- Nombre de participation à des salons/événementiels sur et hors territoire

Objectif Mettre en avant les opportunités de créations/ reprises d'activités, d'offres d'emplois et de stages :

- Nombre d'offres diffusées (par agrégation des offres partenaires)
- Nombre d'offres saisies sur jobencomminges.fr
- Nombre d'interventions organisées auprès du public « jeunes »

Objectif Promouvoir et faciliter les rencontres entre des candidats extérieurs et les entreprises/organismes du Comminges :

- Nombre de réponses aux offres diffusées
- Nombre de CV collectés
- Données quantitatives et qualitatives de fréquentation du site
- Nombre d'installation dans le Comminges via la Plateforme et l'association (dans la mesure de la capacité de mesurer efficacement cet indicateur)